



Communauté de Communes
du Réolais en Sud Gironde

Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)



6.1.0 – Note sur les annexes sanitaires

PLUi arrêté en conseil communautaire le

Mai 2021

SOMMAIRE

1) LE RÉSEAU D'EAU	4
Gestion de l'eau potable	4
Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde	5
2) LES EAUX A USAGE DE LOISIRS	7
3) GESTION DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES	8
La définition de la politique générale	8
Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde	10
Les schémas directeurs d'assainissement collectif	10
Assainissement collectif	10
Assainissement individuel	12
L'eau pluviale	13
4) LA GESTION DES DÉCHETS	14
Collecte des déchets	14
Le traitement des déchets	15
5) LA DÉFENSE INCENDIE	16
Le risque feu de forêt	16
L'intervention du SDIS	17
6) LE SATURNISME	17

1) LE RÉSEAU D'EAU

Gestion de l'eau potable

L'objectif est de garantir aux populations l'alimentation en eau potable. Toutes les zones urbanisées et urbanisables devront être desservies par le réseau public d'adduction d'eau.

L'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les communes sont compétentes en matière de distribution d'eau potable. Dans ce cadre, elles arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution.

Réseaux de distribution

En application de l'article R1321-57 – Livre III, Titre II, chapitre I du Code de la Santé Publique (sécurité sanitaire des eaux et des aliments) : « Les réseaux intérieurs mentionnés au 3° de l'article R1321-43 ne peuvent pas, sauf dérogation du préfet, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée en application de l'article L1321-7. Ils ne doivent pas, du fait des conditions de leur utilisation, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution... »

Réglementations applicables aux distributions privées

➤ Dans le cadre d'une distribution collective privée autre que pour l'usage personnel d'une famille : l'utilisation pour la consommation humaine est soumise à autorisation en application de l'article L1321-7 du Code de la Santé Publique. Le dossier d'autorisation est défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du Code de la Santé Publique.

➤ Dans le cadre d'une distribution collective privée pour l'usage personnel d'une famille : l'utilisation d'eau à partir d'un puits ou d'un forage privé, pour l'usage personnel d'une famille doit être déclarée à la Mairie et à l'Agence Régionale de Santé, conformément à l'article L1321-7 du Code de la Santé Publique.

Autres réglementations

Avant de réaliser un captage, il convient de respecter les réglementations et/ou recommandations suivantes :

➤ Le livre II Titre 1er du Code de l'Environnement, le Code Général des Collectivités Territoriales, le Code de la Santé Publique où sont codifiées les lois sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et n°2006-1772 du 30 décembre 20 06 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

➤ Article 131 du Code Minier.

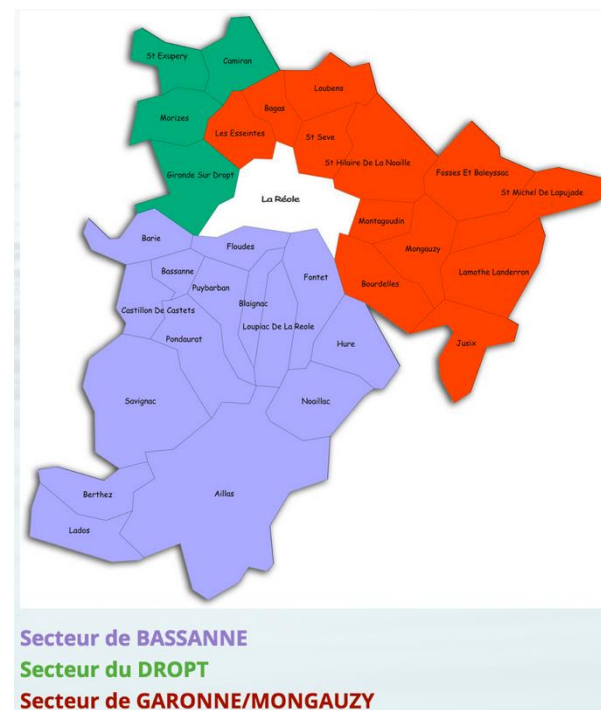
Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde

- Le SIAEPA gère 31 des 41 communes du territoire du Réolais en Sud Gironde, réparties en 3 secteurs :
- Secteur de Bassanne.
- Secteur du Dropt
- Secteur de Garonne/ Mongauzy

Concernant les 31 communes gérées par la SIAEPA, depuis le 1er juillet 2018, la production, la distribution et l'alimentation en eau potable sont assurées par Veolia Eau sur les 31 communes du Syndicat.

Le service est géré en délégation par contrat d'affermage.

- Le SIVOM de l'Entre Deux Mers concerne les communes de Monségur, Roquebrune et Saint-Vivien de Monségur
- Le Syndicat intercommunal de CASTETS EN DORTHE concerne les communes d'Auros, Brannens et Brouqueyran
- La régie de la REOLE alimente la commune de La Réole.
- Le Syndicat intercommunal de CAUDROT concerne les communes de Casseuil, Caudrot, Saint-Laurent-du-Plan, Saint-Pierre-d'Aurillac, Saint-Martin-de-Sescas et Sainte-Foy-la-Longue



La ressource

Commune	Nom du captage	Code BSS	Profondeur (m)	Débit moyen (m3/j)	Nappe	Date DUP	Maître d'ouvrage
AUROS	LE CAMPECH	08526X0053	244	1700	EOCENE MOYEN	22/12/1992	SYNDICAT DES EAUX CASTETS EN DORTHE
CAUDROT	LE GRAVA	08523X0092	254	8	EOCENE MOYEN	01/03/2010	SYNDICAT DES EAUX CAUDROT
CAUDROT	L'ILE	08523X0095	370	424	CRETACE	27/02/1995	SYNDICAT DES EAUX CAUDROT
CAUDROT	PUITS LE GRAVA P2	08523X0127	15	561	ALLUVIONS GARONNE	28/11/2007	SYNDICAT DES EAUX CAUDROT
FONTET	MEDOC	08524X0110	310	1558	EOCENE MOYEN	13/06/1994	SYNDICAT BASSANNE DROPT GARONNE
LA REOLE	MIJEMA	08524X0109	326	859	EOCENE MOYEN	23/06/2016	MAIRIE DE LA REOLE
LA REOLE	LE PRIEUR 2	08524X0161	314	858	EOCENE MOYEN	26/06/2008	MAIRIE DE LA REOLE
LAMOTHE LANDERRON	LES QUATRE CHEMINS	08531X0009	325	302	EOCENE MOYEN	18/06/1996	SYNDICAT BASSANNE DROPT GARONNE
MONGAUZY	LES HILAIRES	08531X0002	325	553	EOCENE MOYEN	12/03/2001	SYNDICAT BASSANNE DROPT GARONNE
MONSEGUR	MONTLOT	08295X0001	275	121	EOCENE MOYEN	09/03/1994	SIVOM DE L'ENTRE DEUX MERS
MONSEGUR	LABUCHE	08296X0001	285	949	EOCENE MOYEN	09/03/1994	SIVOM DE L'ENTRE DEUX MERS

➤ **Concernant les 31 communes gérées par la SIAEPA, pour la production d'eau potable, le Syndicat dispose de 3 forages profonds :**

- Le forage du Médoc à Fontet ;
- Le forage des Hilaires (Saint André) à Mongauzy ;
- Le forage des 4 chemins (Saint Jean) à Lamothe.

Pour la distribution et l'alimentation en eau potable, le Syndicat compte plusieurs ouvrages de stockage :

- Le château d'eau d'Aillas (d'une capacité de stockage de 550 m³) ;
- Le château d'eau des Turons situé sur la commune de Pondauret (1 250 m³) ;
- Le réservoir de Landerron situé sur la commune de Lamothe-Landerron (500 m³) ;
- Le réservoir de Saint-Sève (300 m³) ;
- Le réservoir du Mirail situé sur la commune de La Réole (500 m³).

Enfin, environ 530 km de réseaux assurent l'alimentation en eau potable sur l'ensemble du territoire syndical.

- **L'eau distribuée sur le SIVOM de l'Entre Deux Mers** et sur l'unité de distribution Monségur (**Monségur, Roquebrune et Saint-Vivien de Monségur**) provient de 2 forages profonds Labuche (285 m) et Montlot (275 m), captant la nappe de l'Eocène moyen situés sur la commune de Monségur.
- L'eau distribuée sur l'ensemble du syndicat intercommunal de CASTETS EN DORTHE (communes d'Auros, Brannens et Brouqueyran) provient du forage « Le Campech » situé sur la commune d'Auros captant la nappe de l'Eocène à une profondeur de 244 mètres et du puits « La Gaulle », situé sur la commune de Saint Pardon de Conques captant la nappe alluviale de la Garonne à 12 mètres de profondeur. Cette dernière ressource n'est utilisée qu'en appoint l'été et dessert uniquement le bas service. L'eau issue du forage « Le Campech » subit un traitement de déferrisation et de désinfection au dioxyde de chlore ; celle du puits uniquement un traitement de désinfection au dioxyde de chlore. Le syndicat exploite le réseau de distribution.
- Deux forages profonds situés sur la commune de La Réole captant la nappe de l'Eocène : "Le Prieur 2" et "Mijema" alimentent le **syndicat et la régie de la Réole**.
- Ces forages sont dotés de périmètres de protection. Pour le forage « Prieur 2 », le périmètre est limité à la parcelle n°160 section AK du plan cadastral et aux parcelles 162 et 164 section AK du plan cadastral.
- L'eau distribuée sur l'ensemble du syndicat intercommunal de CAUDROT (communes de Casseuil, Caudrot, Saint-Laurent-du-Plan, Saint-Pierre-d'Aurillac, Saint-Martin-de-Sescas et Sainte-Foy-la-Longue) provient de deux forages profonds captant la nappe de l'Eocène et du Crétacé: "Le Grava 1" et "L'île", ainsi que d'un puits captant la nappe du PlioQuaternaire: "Le Grava P2".
- Les trois ressources toutes situées sur la commune de Caudrot sont dotées de périmètres de protection. L'eau subit après mélange une filtration (fer et manganèse) suivi d'une désinfection au chlore gazeux dans la station de traitement.
- Elle est ensuite distribuée sur les autres communes du syndicat, Le Pian sur Garonne, Saint-André du Bois, Saint-Laurent du Bois, Saint-Martial.
- La société SOGEDO est exploitante du réseau de distribution et effectue une auto-surveillance de la qualité de l'eau.

Sur le territoire, la majorité des captages dispose de périmètres de protection immédiats.

2) LES EAUX A USAGE DE LOISIRS

Les eaux de baignade font l'objet de contrôles sanitaires réguliers sur la qualité microbiologique de l'eau afin de prévenir les risques sanitaires associés. Ces contrôles sont assurés par l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

Il n'existe qu'un seul site de baignade à Fontet (base de loisirs) avec une plage aménagée, site dont l'eau est de qualité excellente depuis 2017 (de 7E à 9E). En 2016, un taux élevé de cyanobactéries dans l'eau de baignade avait entraîné la fermeture du site.

3) GESTION DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES

La définition de la politique générale

L'objectif est la maîtrise de l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales. La politique d'assainissement de la communauté de communes doit être cohérente avec la politique d'aménagement et d'urbanisme.

En application de l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art.159 et 161)

I. - Les communes (ou les structures intercommunales) sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II. - Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L1331-4 du Code de la Santé Publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III. - Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable à la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et les risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles ont dû effectuer ce contrôle, au plus tard le 31 décembre 2012, puis doivent le renouveler selon une périodicité qui ne peut excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrit dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidange issues des installations d'assainissement non collectif.

Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Les communes ou leurs établissements publics de coopération **délimitent, après enquête publique :**

– 1° **Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

– 2° **Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

– 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement **lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.**

Il est rappelé à l'autorité compétente que **les rejets d'effluents**, de constructions neuves, même traités, **sont interdits** dans tout exutoire ne respectant pas les conditions précisées dans la délibération n°01-2017 de la MISEN de la Gironde.

Par ailleurs, il appartient à l'autorité municipale de prévenir par des précautions convenables et de faire cesser les pollutions de toute nature au titre de l'article **L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

Dans les zones à risque pouvant affecter les espaces naturels et urbains, en particulier les zones inondables, les rejets directs ou indirects d'eau usée, seront interdits dans les cours d'eau.

Ces zones peuvent comprendre les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif (**article R. 2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales**).

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde

Les schémas directeurs d'assainissement collectif

23 communes indiquent disposer d'un schéma directeur d'assainissement.

La plupart de ces schémas ont été réalisés dans les années 2000-2002 (fin 1990 pour Pondaurat).

Les niveaux d'information contenus dans les études des Schémas Directeurs d'Assainissement sont assez disparates.

Ainsi très peu de cartes d'aptitude des sols à l'assainissement individuel ont été établies pour les communes du territoire intercommunal.

Assainissement collectif

17 communes sur 41 sont desservies en assainissement collectif (13 possèdent une Station d'Épuration).

Tableau des STATIONS d'ÉPURATION

Station d'épuration	Maître d'ouvrage	Capacité nominale	Pop° estimée raccordée	Charge hydraulique	Charge organique	Conformité Directive Européenne ERU (en %)	Fonctionnement du système d'assainissement
		(en EH)		(en %)			
Aillas	SIAEPA de Bassanne Dropt Garonne	450	225	32		100	Le rejet de la STEP impacte le milieu récepteur "La Bassanne" pour les paramètres phosphore total et phosphate.
Auros	SIAEPA de Castets en Dorthe	1200	820	67,8	51	100	La STEP reçoit les eaux usées des communes d'Auros et Berthez. Réseau sensible aux intrusions d'eaux claires parasites Fonctionnement correct de la nouvelle STEP mise en service en juillet 2014
Brannens	SIAEPA de Castets en Dorthe	60	64			100	STEP à 100% de sa charge. Projet d'extension à l'étude
Caudrot	SIAEPA de Caudrot	1 200	1121	83	80	100	La STEP reçoit les eaux usées des communes de Caudrot et de Saint Martin de Sescas Le réseau est sensible aux intrusions d'eaux claires météoriques. La qualité du rejet est satisfaisante

Station d'épuration	Maître d'ouvrage	Capacité nominale	Pop° estimée raccordée	Charge hydraulique	Charge organique	Conformité Directive Européenne ERU (en %)	Fonctionnement du système d'assainissement
Fontet	SIAEPA de Bassanne Dropt Garonne	1 000	407	20,7	16,1	100	La STEP reçoit les eaux usées des communes de Fontet et de Hure. Fonctionnement correct de la STEP. Qualité de rejet correcte.
Hure		1000					Besoin d'extension du réseau avec une capacité de 60 raccords actuels.
Lamothe Landerron	SIAEPA de Bassanne Dropt Garonne	900	739	41,3	54	100	La STEP reçoit les eaux usées des communes de Lamothe et de Mongauzy. Réseau sensible aux eaux claires météoriques. Absence d'impact du rejet sur le ruisseau "le Médier"
La Réole	Régie municipale de La Réole	12 000	5 427	61	51	100	La STEP reçoit les eaux usées des communes de La Réole et de Gironde sur Dropt. Réseau sensible aux intrusions d'eaux claires météoriques. Diagnostic permanent du système de collecte à réaliser avant le 1 ^{er} janvier 2021.
Monségur	SIVOM de l'Entre Deux Mers	1 900	880	49,2	43,7	100	Étude diagnostique réalisée en 2017 Intrusion d'eaux parasites => programme de travaux établi Fonctionnement STEP globalement satisfaisant Qualité des eaux traitées satisfaisante
Montagoudin	SIAEPA de Bassanne Dropt Garonne	22	8				La STEP reçoit les eaux usées de la salle des fêtes, de la mairie et d'un logement communal.
Pondaurat	SIAEPA de Bassanne Dropt Garonne	700	195	14,5	8,4	100	La STEP reçoit les eaux usées des communes de Pondaurat et de Puybarban Faible charge entrante La qualité du rejet est satisfaisante Pas d'impact sur le milieu récepteur "La Bassanne"
Saint-Pierre d'Aurillac	Commune de Saint-Pierre d'Aurillac	1 500	1 106	59	82	100	Le rejet de la STEP n'impacte pas le cours d'eau de la Magdeleine

La commune de Brouqueyran dispose d'une station d'épuration récente (environ 2 ans).

Par ailleurs **la commune de Savignac** a en cours un projet avancé de station d'assainissement collectif (filtres plantés de roseaux) ; avec une implantation proche du bourg.

A noter que :

- La commune de Berthez est raccordée avec l'assainissement de la commune d'AUROS (desserte centralité)
- La commune de Gironde-sur-Dropt est rattachée à la Réole.
- La commune de Mongauzy est rattachée à la STEP de Lamothe-Landeron
- La commune de Puybarban est rattachée à la STEP de Pondaurat
- La commune de Saint Martin de Sescas est rattachée à la STEP de Caudrot

Globalement, les résultats des fonctionnements des stations d'épuration du territoire démontrent un fonctionnement cohérent par rapport à leurs capacités à l'exception de deux sites (Caudrot et Brannens) en limite de capacité.

Pour précision, concernant la station de Brannens, le syndicat gestionnaire a intégré, à moyen terme (2024-2025), dans son plan pluriannuel d'investissement des travaux sur la station existante.

De même concernant la station de Caudrot : le syndicat va mener une étude diagnostic (fin 2021 /début 2022) qui permettra de définir précisément le niveau réel d'utilisation et les travaux éventuels à prévoir.

A noter que quelques stations sont en sous capacité de traitement par rapport aux charges nominales de la STEP, ce qui peut entraîner des dysfonctionnements au niveau du traitement. De ce fait les perspectives de développement sur ces secteurs peuvent être revues à la hausse.

Assainissement individuel

Les contrôles menés sur les installations autonomes par les SPANC mettent en évidence des résultats disparates sur le territoire mais il apparaît néanmoins un **enjeu particulièrement important en termes de réhabilitation des installations existantes**. En effet, nombre d'équipements individuels ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur.

Maitrise d'ouvrage	Taux de conformité des dispositifs ANC	Nombre d'installations existantes	Contrôles effectués depuis la mise en place du service	Commentaires
SIAEPA – Secteur BASSANNE/DROPT	36 % (2018)	2782	2697	
SIAPEA – Secteur MONGAUZY	42% (2018)	1582	1508	
CASTETS en DORTHE	78.9% (2017)	1566	1566	
SIAEPA CAUDROT	70,8 % (2017)	918	626	NC
SIVOM DE L'ENTRE DEUX MERS	36% (2018)	2556	731	Evolution depuis 2016 (29.6% conforme)

Le nombre total d'installations d'assainissement non collectif en 2017 est donc de 9 404. En 2017, 97,4% des installations ont au moins été contrôlées une fois.

L'eau pluviale

Une part importante des communes dispose d'un réseau d'eaux pluviales (24 communes sur les 41). Seuls les centres bourgs sont principalement desservis dans la majorité des cas. Il est constaté un manque notable de connaissance du patrimoine en matière d'eaux pluviales sur les communes. Il est vrai que le territoire est majoritairement rural et dans l'ensemble peu imperméabilisé ce qui ne nécessite pas un réseau d'évacuation d'eaux pluviales dense.

Les réseaux sont présents surtout dans les secteurs les plus urbanisés et/ou lorsque des aménagements de bourgs ont été réalisés. De plus, les eaux pluviales collectées ne subissent pas de traitement avant rejet au milieu naturel.

Le dimensionnement des installations de collecte d'eaux pluviales existantes semble suffisant et, même sans un entretien préventif régulier, les réseaux sont en mesure d'évacuer les eaux pluviales.

4) LA GESTION DES DÉCHETS

Collecte des déchets

La Communauté de Communes du Réolais en Sud-Gironde a délégué la compétence de collecte et de traitement des déchets ménagers à deux syndicats :

- Pour la partie Nord et Est du territoire (en jaune sur la carte ci-contre) : l'USTOM 33 (l'USTOM représente 112 communes en Dordogne et Gironde, et plus de 70 000 habitants sur deux départements)
- Pour la partie Sud et Ouest du territoire (en vert) : l'USSGETOM, intégré depuis le 1er Janvier 2017 au SICTOM du Sud-Gironde (le SICTOM collecte 85 communes pour 66 000 habitants répartis dans 5 communautés de communes).

La collecte des déchets ménagers est assurée deux fois par semaine par l'USTOM et une fois par semaine par le SICTOM du Sud-Gironde.

Concernant l'USTOM, une collecte sélective est réalisée en porte à porte ou en Points d'Apport Volontaire (PAV).

Pour le SICTOM, outre les Points d'Apport Volontaire pour la collecte sélective, certaines communes bénéficient d'un ramassage des déchets verts.

En complément, les syndicats disposent de plusieurs déchèteries, dont, pour le l'USTOM, une à la Réole ; pour le SICTOM, à Langon et Bazas.

Le SICTOM organise également un service de ramassage des encombrants quelques fois dans l'année.

Concernant l'USTOM, une recyclerie a ouvert fin 2011 à Pessac-sur-Dordogne ; elle a été la première en Gironde. En 2013, environ 152 tonnes de déchets ont été détournées des PAV, des déchetteries et de la collecte en porte à porte pour être valorisées en recyclerie.

De même, le Sictom du Sud-Gironde favorise le réemploi et la réutilisation sur ses sites (zone de réemploi de Langon, partenariat avec la recyclerie du Bazadais avec la mise en place d'une zone de don).



Le traitement des déchets

Dans le cadre de l'USTOM, les ordures ménagères résiduelles sont acheminées vers un quai de transfert, à Massugas en Gironde (arrondissement de Langon, au Nord de Pellegrue) jusqu'à leur acheminement vers les exutoires de traitement.

Les déchets des ordures ménagères sont transportés vers le Centre de Stockage des déchets Ultimes (CSDU) d'ONYX du groupe VEOLIA à Lapouyade. Le site de Lapouyade a une capacité de stockage de 430 000 tonnes par an.

Les déchets issus de la collecte sélective hors verre, transitent également sur Massugas puis sont envoyés vers le centre de tri de la SA COVED à Illats. Les flux sont séparés en différentes fractions valorisables qui sont évacuées vers les filières de recyclage. Le verre collecté en PAV est transporté vers la verrerie IO-Manufacturing.

Les déchets verts collectés en déchetterie sont envoyés vers la plate-forme de compostage de Massugas. Le site est équipé d'une plate-forme de compostage permettant le compostage des déchets verts (production d'un compost conforme à la norme NFU 44-051 - environ 5000 tonnes de déchets verts traités, pour une production de compost de 2750 tonnes).

Les autres déchets collectés en déchetterie font l'objet pour la plupart d'entre eux d'une valorisation matière ou organique (ferrailles, déchets spéciaux, DEEE ...) et sont récupérés et valorisés par des prestataires privés.

Dans le cadre du SICTOM, les ordures ménagères sont convoyées à l'usine d'incinération de Bordeaux.
Le syndicat propose aux particuliers des composteurs et des sacs de compost sont à disposition des usagers.

5) LA DÉFENSE INCENDIE

Le risque feu de forêt

« On parle d'un feu de forêt lorsqu'un feu concerne une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. Généralement, la période de l'année la plus propice aux feux de forêt est l'été, car aux effets conjugués de la sécheresse et d'une faible teneur en eau des sols, viennent s'ajouter les travaux en forêt. 95% des feux sont d'origine anthropique, la seule cause naturelle en Gironde est la foudre. »

Sur le territoire de la Communauté de Communes du Réolais en Sud-Gironde, les 3 communes de **Aillas, Auros et Savignac** apparaissent comme les plus vulnérables face au risque de feu de forêt. doit prendre en compte ce risque dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Cependant, il serait inexact de considérer les communes qui ne sont pas classées comme « forestières » comme non susceptibles d'être impactées par ce risque. Il convient donc de rappeler que l'ensemble de la Gironde est concerné par des zones exposées et par les obligations légales de débroussaillage. Conformément au règlement interdépartemental et en application du code forestier (articles L 133-1 et L 134-6 du Code forestier), le débroussaillage est obligatoire dans les zones exposées situées à moins de 200 m de bois et forêts (massifs de plus de 0,5 ha), sur l'ensemble du département.

L'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé (Article L134-6 du code forestier) s'applique, pour les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, dans chacune des situations suivantes :

- 1) Aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres ; le maire peut porter cette obligation à 100 mètres ;
- 2) Aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur fixée par le préfet dans une limite maximale de 10 mètres de part et d'autre de la voie ;
- 3) Sur les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;
- 4) Dans les zones urbaines des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ; le représentant de l'Etat dans le département peut, après avis du conseil municipal et de la commission départementale compétente en matière de sécurité et après information du public, porter l'obligation énoncée au 1° au-delà de 50 mètres, sans toutefois excéder 200 mètres ;
- 5) Sur les terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 322-2 et L. 442-1 du code de l'urbanisme ;
- 6) Sur les terrains mentionnés aux articles L. 443-1 à L. 443-4 et L. 444-1 du même code.

Ainsi, dans la zone considérée comme sensible au risque d'incendie de forêt, tout propriétaire d'une construction doit débroussailler dans un rayon de 50 mètres autour de sa construction. Si, en plus, il possède un terrain classé U sur le document d'urbanisme de sa commune, c'est le terrain dans

sa totalité qui doit être débroussaillé, qu'il soit construit ou non. Enfin, cette réglementation peut être source de conflits de voisinages : c'est en effet au propriétaire de la construction d'aller débroussailler chez le voisin si le rayon des 50 mètres sort de sa propriété.

Une Charte des espaces naturels, agricoles, forestiers et urbanisés de la Gironde a été élaborée en Octobre 2017. Elle dispose d'une fiche sur le risque feux de forêt (fiche n°7).

L'intervention du SDIS

Le SDIS précise les distances à respecter pour la défense incendie entre les équipements (poteaux incendie, bâches, points d'eau naturels...) et les constructions : 400 m en zone rurale et 200 m en zone urbaine ; la défense incendie devant être plus importante aux abords des bâtiments recevant du public.

Un contrôle des hydrants avec visite de terrain est effectué chaque année par le SDIS, en présence d'un représentant de la mairie ou du Syndicat des eaux.

Pour répertorier un point d'eau naturel au titre de la défense incendie, il doit faire l'objet d'un certain nombre de critères (capacité, accès...). Une convention doit être passée entre le propriétaire et la mairie.

Ainsi les réserves naturelles (type étang) peuvent être répertoriées sous réserve de la possibilité de passage d'un véhicule incendie (portage supérieur à 15 tonnes, et d'une largeur de voie de 3,5 m minimum).

Une piscine ne peut être considérée comme utilisable du point de vue de la défense incendie que pour la défense du propriétaire.

Le règlement départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie du SDIS (DECI), approuvé par arrêté préfectoral du 26 Juin 2017 précise les conditions d'intervention du SDIS et les obligations des collectivités locales.

6) LE SATURNISME

La communauté de communes, comme l'ensemble du département, est classée en zone à risque à l'exposition au plomb par arrêté préfectoral du 15 mars 2001. Par conséquent, un état des risques d'accessibilité au plomb doit être annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat d'immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1^{er} janvier 1948.